



Audioconférence avec le secrétariat général le 26 Mars 2020

L'audioconférence de ce jour était présidée par la secrétaire générale Mme Barbat Layani, en présence de quelques directions la DGE, la DGFIP, l'INSEE et la DGCCRF.

La secrétaire générale a rappelé le renforcement des mesures de confinement et des mesures économiques avec un dispositif de crise interministériel.

La DGE a travaillé sur l'évolution des normes des masques et la commande de masques alternatifs de protection pour l'administration. Un marché a été passé via l'UGAP.

Les derniers chiffres connus sont pour l'ensemble des MEF (hors DGCCRF) :

- **Agents malades : 1 607**
- **Agents en présentiel : 15% soit 19 538**
- **Agents à domicile : 83,4 % soit 106 398**

Les PCA mis en place dans les directions ont vocation à évoluer tout comme la durée du confinement (durée estimée 4 à 5 semaines), avec notamment la mise en place de roulement des agents en présentiel.

Les fédérations ont demandé à avoir communication de tous les PCA et à ce que les syndicats soient associés à leur évolution.

La SG a évoqué la possibilité que nos médecins de prévention soient réquisitionnés durant cette période, tout en insistant sur le fait qu'elle s'engage à intervenir pour pouvoir garder un pôle de médecins disponibles pour nos services.

Le jour de carence est suspendu à compter du 24 mars, date de parution de la loi d'urgence sanitaire. **FO Finances** demande que cette mesure soit appliquée à tous les agents en arrêt du fait du CORONA virus quelle que soit la date.

Aucun élément sur la prime évoquée par le président qui serait versée aux fonctionnaires en présentiel.

FO Finances s'est interrogée de la situation des personnels de la DGDDI, suite à l'annonce de fermeture de la majorité des aéroports dont Orly par exemple au 31 mars. Aucune réponse n'a été apportée.

De la même façon, l'outre-mer doit faire l'objet d'une attention soutenue compte tenu du contexte particulier et des difficultés d'approvisionnement. Ces agents ont l'impression d'être oubliés par leur direction.

Procédure de sortie de quatorzaine

Certains agents ont été écartés des services en raison des risques de contamination, au bout de la période de quatorzaine, que fait-on de ces agents ? Quelle procédure doit leur être appliquée ?

Le SG s'est engagé à poser la question à la DGAFP.

Sur les congés prévus durant les semaines à venir

A notre interrogation d'un éventuel report des congés déposés par les agents dans les semaines à venir (vacances de printemps par exemple), qui risquent de coïncider avec la prolongation de la période de confinement, le SG n'a toujours pas de réponse. On attend une fiche de la DGAFP.

De la même façon, nous attendons la réponse sur les conséquences des ordonnances sur les congés et ARTT (soit la possibilité de réduire les congés annuels à hauteur de 6 jours). Les ordonnances publiées ne concernent que les salariés du privé.

La fiche questions/réponses de la DGAFP

Les fédérations ont interpellé le SG à la lecture de cette fiche qui ne prévoit pas l'avis d'un médecin de prévention quand un agent est contaminé et voudrait imposer une continuité de service aux autres agents présents.

Pas de réponse

Soutien social et psychologique

Compte tenu du risque accru de conflit social et de détresse des agents, le SG mettra à disposition à compter de vendredi une cellule de soutien psychologique accessible par téléphone 7 jours/7 et 24 H /24.

Il y aura également un rappel des numéros des assistantes sociales afin de pouvoir continuer à apporter un soutien aux agents.

Télétravail

Enormément d'agents ont basculé sur ce mode de travail, sans que nous ayons pu l'anticiper. Un message sera fait aux directions afin de mettre en place un accompagnement managérial pour ne pas laisser ces agents livrés à eux même.

Rémunérations

La paye d'avril sera assurée en fonction des éléments permanents.

Il n'y aura donc pas de prise en compte des avancements d'échelon ni de précompte des jours de grève comme cela avait été le cas en mars.

Sur les contractuels, il n'y aura pas de renouvellement systématique des CDD en fin de contrat pendant cette période, mais une étude au cas par cas.

La question des agents devant basculer à demi traitement a également été posée sans réponse, ainsi que celle des agents devant partir à la retraite.

Sur les repas

En AC on ajuste le nombre de repas et on envisage de fermer certains bâtiments.

Pas de vision consolidée sur les services déconcentrés en matière de repas.

FO Finances demande que tous les agents en présentiels ne pouvant pas bénéficier d'un panier repas, puissent bénéficier d'un dédommagement pour les frais de repas.

Campagne IR

Le ministre attend un retour de la DGFIP avant de prendre une décision sur un éventuel report, privilégiant à ce stade un allongement du délai.

DGCCRF

A nouveau a été pointé l'absence de chiffre pour les agents de la DGCCRF, le ministre de l'intérieur s'est engagé à nous fournir des éléments.

Les aménagements sur le temps de travail ou les congés mis en place par le gouvernement sont autant de risques pour la santé des agents.

Pour **FO Finances**, la santé doit prévaloir sur la mise en place de mesures économiques. La période est déjà très anxiogène sans rajouter une pression sur les agents de Bercy.

